



Holding de l'Audiovisuel Public

Un projet Titanic pour nous envoyer par le fond

À entendre les porteurs du projet de réforme de l'Audiovisuel Public, la holding doit « renforcer » l'ensemble des médias de service public. Un objectif qui devrait susciter l'enthousiasme des salarié·es et des syndicats.

Or, en comparant le peu d'éléments qui étayent cette perspective avec la réalité à France Télévisions, c'est une autre carte qui se dessine, celle qui pourrait mener l'Audiovisuel Public au naufrage ! Notre groupe France Télévisions est pourtant le plus regardé en France et parvient même à se développer, contre vents et marées, sur le numérique.

Ces performances sont assez remarquables puisque depuis plusieurs années, l'État n'a eu de cesse de nous priver de ressources. Après la suppression de la redevance, de la publicité sur certains créneaux, les financements censés compenser ces pertes ont été sans cesse réduits, créant un véritable plan social au long cours. Et, étonnamment, rien n'est prévu sur ce point pour l'examen du texte.

Cette semaine encore, avec la présentation d'un budget rectificatif, la tutelle exige encore plus d'économies en cours d'exercice, comme l'an dernier, ajoutant de la précarité budgétaire à la pénurie, obligeant l'entreprise à de nouvelles économies qui entravent l'exercice de nos missions de service public.

Dans ce contexte, nous ne sommes pas dupes ; le projet de holding c'est un·e seul·e capitaine à bord pour contrôler et sabrer dans les effectifs des filiales, c'est donner moins de temps et de moyens à l'équipage qui restera pour éviter qu'il ne fasse de l'ombre aux flottilles du privé et le cantonner à l'écume de l'information.

Nous attendons donc que les sénateur·ices ne nous laissent pas couler, **nous vous appelons à vous mobiliser massivement ce 11 juillet** pour réaffirmer qu'un autre projet est possible, garantissant une indépendance de l'Audiovisuel Public, un financement pérenne et à la hauteur des enjeux ainsi que le respect de la diversité de nos entreprises. Des conditions absolument nécessaires pour faire vivre la diversité éditoriale sur toutes nos antennes.

Paris, le 9 juillet 2025